

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.385/4
DU 6 JUIN 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Économie, de la Recherche scientifique et du Commerce extérieur, le 14 mai 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « portant exécution de l'ordonnance du 13 janvier 1994 concernant la promotion du commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet d'arrêté à l'examen paraît se référer à deux reprises au Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 'concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides *de minimis*'¹, à savoir une première fois dans l'alinéa 1^{er} du préambule et une seconde fois, dans le dispositif, à l'article 12. Dans l'alinéa 1^{er} du préambule, le projet mentionne le « Règlement CE n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises » et, dans son article 12, « le Règlement en vigueur de la Commission européenne concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises ». Aucun de ces deux intitulés n'est correct ni complet, rendant notamment la confusion possible avec le Règlement CE n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 'déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie)'² qui fait également partie du cadre juridique du projet d'arrêté. Lorsqu'il y fait référence, l'arrêté en projet citera le Règlement CE n° 1998/2006 avec son intitulé correct et sa référence de publication au Journal officiel de l'Union européenne³. Par ailleurs, étant donné qu'aucun des deux règlements précités ne constitue le fondement juridique du projet d'arrêté, ils ne seront pas mentionnés parmi les visas. Pour la bonne compréhension de l'arrêté en projet, ils pourront toutefois être mentionnés dans le préambule mais sous la forme de considérants⁴ puisqu'ils font partie de son cadre juridique⁵. Un considérant pourrait de même être consacré à la manière dont l'arrêté s'articule par rapport à ces deux règlements.

¹ JOCE n° L 379, 28 décembre 2006, p. 5 et s.

² JOCE, n° L 214, 9 août 2008, p. 3 et s.

³ Voir l'article 3, paragraphe 1, du règlement CE n° 1998/2006.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 40.

⁵ Voir dans le même sens, l'avis 40.611/4 donné le 26 juin 2006 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 août 2006 'portant exécution de l'ordonnance du 13 janvier 1994 concernant la promotion du commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Compte tenu de l'observation générale, l'alinéa 1^{er} du préambule doit être omis.
2. L'alinéa 3, devenant en conséquence l'alinéa 2, sera complété en ajoutant les mots « les articles 3, § 1^{er}, 6, § 2, et 8 »⁶.
3. Pour que les formalités préalables soient citées suivant l'ordre chronologique de leur accomplissement⁷, l'alinéa 5 du préambule doit être déplacé pour précéder directement la mention de l'avis du Conseil d'État, qui sera rédigée comme suit⁸ :

« Vu l'avis 51.385/4 du Conseil d'État, donné le 6 juin 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

DISPOSITIF

Article 10

1. Mieux vaut rédiger le texte sous la première puce typographique (lire : 1^o) de la manière suivante :

« 1^o En cas de violation des articles 7, 8 ou 9 ; ».

2. La section de législation n'aperçoit pas pourquoi en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise bénéficiaire, les dispositions en projet ne limitent aucunement dans le temps la période de restitution de la subvention comme le fait actuellement l'article 9, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 août 2006 'portant exécution de l'ordonnance du 13 janvier 1994 concernant la promotion du commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale'.

⁶ Voir, en ce sens, l'avis 40.611/4 donné le 26 juin 2006 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 août 2006 'portant exécution de l'ordonnance du 13 janvier 1994 concernant la promotion du commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale' et les *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27.

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 34.

⁸ *Ibid.*, formule F 3-5-2.

Article 12

Il est renvoyé à l'observation générale.

Article 41

La formule générale de l'abrogation sera utilisée ⁹.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Les chapitres seront numérotés en chiffres arabes et le premier sera désigné « chapitre 1^{er} » ¹⁰.
2. La division d'un article en paragraphes est inutile lorsque ceux-ci ne contiennent qu'un seul alinéa, notamment aux articles 2, 17, 19 et 20 ¹¹.
3. Dans certains articles, le rappel des mots « du présent arrêté » est inutile, notamment dans les articles 10, 23 et 24 ¹².
4. À l'intérieur d'un article, une énumération est introduite par les chiffres 1°, 2°, 3°, suivie éventuellement par a), b), c), notamment aux articles 2, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}), 3 et 35 ; en outre, il faut éviter l'usage des puces typographiques, notamment aux articles 7, 10, 20, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}), 30, 39, § 2 (lire : alinéa 2) et 40 ¹³.

⁹ *Ibid.*, recommandations n^{os} 3.2, 3.5, 133 et 137 et formule F 4-3-1.

¹⁰ *Ibid.*, recommandation n° 64.

¹¹ *Ibid.*, recommandation n° 57.3.

¹² *Ibid.*, recommandation n° 72, a).

¹³ *Ibid.*, recommandations n^{os} 58 et 59.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.385/4
VAN 6 JUNI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 14 mei 2012 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek en Buitenlandse Handel verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering “houdende uitvoering van de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het thans voorliggende ontwerpbesluit lijkt tot tweemaal toe te verwijzen naar verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 ‘betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de-minimissteun’¹, namelijk een eerste keer in het eerste lid van de aanhef en een tweede keer in het dispositief, in artikel 12. In het eerste lid van de aanhef van het ontwerp is er sprake van “Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie inzake de staatssteun ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen”, en in artikel 12 van het ontwerp wordt melding gemaakt van “de van kracht zijnde Verordening van de Europese Commissie betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag over de werking van de Europese Unie inzake de staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen”. Geen van beide opschriften is juist of volledig, hetgeen verwarring kan doen ontstaan met Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 ‘waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening)’² die eveneens deel uitmaakt van het juridisch kader van het ontwerpbesluit. Wanneer in het ontwerpbesluit verwezen wordt naar verordening EG nr. 1998/2006 dient daarbij het correcte opschrift te worden vermeld en ook de verwijzing naar de bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Unie³. Aangezien geen van beide voornoemde verordeningen de rechtsgrond uitmaakt van het ontwerpbesluit, behoren deze bovendien niet te worden vermeld in de aanhefverwijzingen. Voor een goed begrip van het ontwerpbesluit kunnen ze evenwel worden vermeld in de aanhef, in de vorm van overwegingen⁴, daar deze deel uitmaken van het juridisch kader ervan⁵. Er zou ook een

¹ PB. L. 379, 28 december 2006, 5 e.v.

² PB. L. 214, 9 augustus 2008, 3 e.v.

³ Zie artikel 3, lid 1, van verordening EG nr. 1998/2006.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 40.

overweging kunnen worden gewijd aan de wijze waarop het besluit zich verhoudt tot die twee verordeningen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Gelet op de algemene opmerking dient het eerste lid van de aanhef te vervallen.
2. Het derde lid, dat bijgevolg het tweede lid wordt, behoort te worden aangevuld met de woorden “artikelen 3, § 1, 6, § 2, en 8”⁶.
3. Opdat de voorafgaande vormvereisten naar tijdsorde⁷ vermeld worden, dient het vijfde lid van de aanhef verplaatst te worden om aldus onmiddellijk vooraf te gaan aan de vermelding van het advies van de Raad van State, die gesteld moet worden als volgt⁸:

“Gelet op advies 51.385/4 van de Raad van State, gegeven op 6 juni 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

⁵ Zie in dezelfde zin advies 40.611/4 gegeven op 26 juni 2006 met betrekking tot een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 augustus 2006 ‘houdende uitvoering van de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

⁶ Zie in dat verband, advies 40.611/4 gegeven op 26 juni 2006 met betrekking tot een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 augustus 2006 ‘houdende uitvoering van de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ en *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27.

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 34.

⁸ *Ibid.*, formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikel 10

1. De tekst onder de eerste bullet (lees : 1°) zou beter gesteld worden als volgt:
“1° In geval van schending van de artikelen 7, 8 of 9;”.
2. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom bij faillissement, ontbinding of vrijwillige of gerechtelijke vereffening van de begunstigde onderneming in de ontworpen bepalingen de periode voor teruggave van subsidies geenszins beperkt wordt in de tijd, zoals thans al het geval is in artikel 9, eerste lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 augustus 2006 ‘houdende uitvoering van de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Artikel 12

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 41

De algemene formule inzake de opheffing dient te worden gebruikt⁹.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. De hoofdstukken dienen genummerd te worden met Arabische cijfers en het eerste hoofdstuk dient aangegeven te worden met “hoofdstuk 1”¹⁰.
2. Een artikel hoeft niet in paragrafen te worden ingedeeld als elke paragraaf maar één lid bevat, zoals inzonderheid in de artikelen 2, 17, 19 en 20¹¹.
3. In een aantal artikelen is de herhaling van de woorden “van dit besluit” zinloos, inzonderheid in de artikelen 10, 23 en 24¹².

⁹ *Ibid.*, aanbevelingen 3.2, 3.5, 133 en 137 en formule F 4-3-1.

¹⁰ *Ibid.*, aanbeveling 64.

¹¹ *Ibid.*, aanbeveling 57.3.

4. Binnen een artikel wordt een opsomming ingeleid met de cijfers 1°, 2°, 3°, eventueel gevolgd door a), b) c), inzonderheid in de artikelen 2, § 1, (lees: eerste lid), 3 en 35; bovendien moet het gebruik van bullets worden vermeden, inzonderheid in de artikelen 7, 10, 20, § 1 (lees: eerste lid), 30, 39, § 2 (lees: tweede lid) en 40¹³.

¹² *Ibid.*, aanbeveling 72, a).

¹³ *Ibid.*, aanbevelingen 58 en 59.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw de Heer	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY